



NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

MESURE 4 – INVESTISSEMENTS PHYSIQUES

Dispositif 4.1.2 « Construction et aménagement de bâtiments d'exploitation »

Programme de Développement Rural de la Guadeloupe et St Martin 2014-2020

Cette notice vise à vous présenter les principales règles d'accès et de gestion du dispositif d'aide. Elle accompagne le formulaire de demande d'aide. Veuillez la lire attentivement avant de remplir votre demande d'aide

SI VOUS SOUHAITEZ DES PRECISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE Cellule Europe partenariale, Rue Victor Hugues, 97 000 BASSE-TERRE.

Veuillez noter que les éléments figurant dans cette notice sont susceptibles d'être ajustés dans le cadre des négociations avec la Commission Européenne sur le Programme de Développement Rural.

SOMMAIRE DE LA NOTICE

- 1 – Caractéristique du type d'opération et principes généraux
- 2 – Qui peut demander une subvention ?
- 3 – Quelles sont les conditions d'admissibilité ?
- 4 – Quels sont les investissements éligibles ?
- 5 – Quelles sont les modalités d'intervention ?
- 6 – Quels sont les engagements à respecter ?
- 7 – Quelles sont vos obligations en matière de publicité de l'aide européenne ?
- 8 – Précisions sur le formulaire à compléter
- 9 – Suite de la procédure
- 10 – Contrôles et conséquences financières en cas de non-respect de vos engagements
- 11 – Traitement de l'information
- 12 – Coordonnées du service instructeur

1 – CARACTERISTIQUES DU TYPE D'OPERATION ET PRINCIPES GENERAUX

Le dispositif intervient dans le financement des investissements de construction et d'aménagement des bâtiments d'exploitation qui améliorent la performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation ; il vise à financer les investissements matériels et immatériels concernant :

- la réduction des coûts directs de production y compris par l'amélioration de la productivité du travail sur les exploitations ;
- le remisage de matériels qui concourent à l'amélioration de la fertilité des sols ou favorisant une plus grande efficacité de l'utilisation des intrants chimiques et phytosanitaires ou leur réduction ;
- les bâtiments améliorant la performance globale des activités d'élevage et la gestion des effluents d'élevage ;
- la construction ou l'aménagement de bâtiments s'inscrivant dans des projets de diversification des productions agricoles.

2 – QUI PEUT DEMANDER UNE SUBVENTION ?

Les agriculteurs ou groupements d'agriculteurs, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales.

Agriculteurs

- Personnes physiques mettant en valeur une exploitation agricole, y compris les EIRL.
- Personnes morales mettant en valeur une exploitation agricole : SCEA, GAEC, EARL, EURL, SARL, SA, SCI, GFA, SAS, groupement d'employeur, associations, établissements d'enseignement et leurs centres constitutifs, établissements d'expérimentation et de recherche, organismes d'insertion mettant en valeur une exploitation et exerçant une activité agricole.

Groupements d'agriculteurs

- Les organisations de producteurs (dites « OP ») reconnues au sens de l'article L551-1 du code rural.
- Les sociétés coopératives agricoles au sens du code rural et leurs fédérations (dont les CUMA).

- Les sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) au sens du code rural.
- Les groupements d'intérêt économique de structures agricoles reconnues au sens du code rural.
- Les associations d'agriculteurs.
- Structure porteuse d'un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE) constitué d'agriculteurs.

3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITE ?

En application de l'article 45 du règlement (UE) n°1305/2013, pour être admissibles au bénéfice d'un soutien du Feader, les opérations d'investissement sont précédées d'une évaluation de l'impact attendu sur l'environnement, en conformité avec la législation spécifique applicable à ce type d'investissements, lorsque les investissements sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement.

À l'exception des frais généraux au sens de l'article 45, paragraphe 2, point c) du règlement (UE) n°1305/2013, seules les dépenses qui ont été effectuées après la date de dépôt de la demande à la cellule Europe partenariale sont considérées comme admissibles (article 60.2 du règlement (UE) n°1305/2013).

Le siège de l'exploitation doit être localisé en Guadeloupe ou St Martin.

L'agriculteur doit :

- disposer d'un SIRET avec un code APE en relation avec son activité agricole ;
- être à jour de ses cotisations sociales ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- justifier de la maîtrise du foncier ;
- disposer au moment de sa demande d'un Kbis à jour de moins de 3 mois s'il est une personne morale.

Le groupement d'agriculteurs doit :

- être à jour de ses cotisations sociales ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- être à jour au regard de ses obligations en matière d'assemblée générale.

Si le bénéficiaire est un agriculteur, l'investissement doit être prévu dans un plan de développement (PDE-JA, PAD, ou PGE) ; les contenus attendus de ces plans sont précisés à la section 8.1 du PDRG Sm « *description des conditions générales appliquées à plus d'une mesure* ». S'agissant du PGE, ce critère s'applique pour les opérations dont le coût total est supérieur à 80 000 € HT.

4 – QUELS SONT LES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES ?

En application de l'article 17 du règlement (UE) n° 1305/2013, les investissements matériels et/ou immatériels éligibles améliorent la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole.

La TVA n'est pas éligible, à moins qu'elle ne soit pas récupérable.

Les dépenses de fonctionnement sont exclues de l'aide.

Mise aux normes et financement

→ Pour les exploitants agricoles individuels et les sociétés ayant pour objet la mise en valeur directe d'une exploitation agricole, la réalisation d'investissements nécessaires pour se conformer à la norme UE sont éligibles au maximum 12 mois à compter de la date à laquelle l'exigence devient obligatoire ou 24 mois après l'installation pour les jeunes agriculteurs. La réalisation de l'investissement s'entend par l'acte d'achat ; la date prise en compte pour l'achat est :

- celle de l'acquittement porté sur la facture ou
- celui du montant débité sur le relevé bancaire.

→ Pour les investissements relevant de la réalisation des ouvrages de stockage des effluents d'élevage, les fosses et préfosse relèvent du strict respect de la norme relative aux capacités de stockage. Les dispositions réglementaires portant sur le non financement des investissements de mise aux normes conduisent à considérer que les investissements relatifs à la norme en vigueur et applicable à la situation initiale de l'exploitation (c'est-à-dire, au dépôt du dossier) ne sont pas admissibles.

→ Dans le cadre d'un projet de développement ex-nihilo, c'est-à-dire concernant de nouveaux effectifs animaux pour lesquels il n'existe pas de capacité de logement avant projet à la date de dépôt de la demande d'aide, les capacités de stockage correspondantes créées sont admissibles.

Dépenses éligibles

- a. La construction, l'acquisition, notamment par crédit-bail, ou la rénovation de biens immeubles ;

- b. l'achat ou la location-vente de matériels et équipements neufs ou d'occasion, jusqu'à concurrence de la valeur marchande du bien, nécessaires à l'aménagement ou l'équipement de bâtiments d'exploitation. Les autres coûts liés au contrat de crédit-bail ne sont pas des dépenses éligibles : la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, les frais généraux et les frais d'assurance ;
- c. les frais généraux liés aux dépenses visées aux deux points précédents, que sont les honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs et d'experts y compris les coûts liés aux études de faisabilité ; les études de faisabilité demeurent des dépenses éligibles, même lorsque compte tenu de leurs résultats, aucune dépense visée aux points (a) et (b) n'est engagée. Le montant total des frais généraux est plafonné à 10% du montant total des dépenses éligibles du projet.

Les contributions en nature sous forme d'exécution de travaux ou de fourniture de biens, de services, de terrains et d'immeubles qui n'ont fait l'objet d'aucun paiement en numéraire attesté par des factures ou d'autres documents de valeur probante équivalente peuvent être éligibles selon les conditions prévues à l'article 69 du règlement (UE) portant dispositions communes n° 1303/2013.

Les études de faisabilité ne peuvent être présentées seules à l'exception des études démontrant qu'un projet n'est pas réalisable.

Dépenses exclues

- Les investissements concernant les locaux phytosanitaires.

Outre les dépenses inéligibles prévues par la réglementation européenne et le PDRG Sm, sont également inéligibles les charges et les dépenses suivantes :

- amendes et sanctions pécuniaires ;
- pénalités financières ;
- réductions de charges fiscales ;
- frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 ;
- dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte n° 6811 du plan comptable général ;
- charges exceptionnelles relevant du compte n° 67 du plan comptable général ;
- dividendes ;
- frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrat ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

Les investissements de simple remplacement ne sont pas éligibles. Néanmoins, l'acquisition d'un bien en remplacement d'un bien entièrement amorti au plan comptable selon les normes comptables en vigueur est éligible.

Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période minimale fixée à l'article 71 du règlement (UE) n° 1303/2013 est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.

Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années, à condition que :

a) le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ;

b) le vendeur mentionné au a ait acquis le matériel neuf ;

c) le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ;

d) le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables.

L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion.

Les contributions en nature telles que la fourniture à titre gracieux de biens ou services constituent des dépenses éligibles si les conditions suivantes sont réunies :

a) elles consistent en l'apport de terrain ou de bien immobilier, de bien d'équipement ou de matériaux, de fournitures, en une activité de recherche, une activité professionnelle ou un travail bénévole ;

b) les apports en nature sont présentés en équilibre en dépenses et en ressources dans le plan de financement de l'opération ;

c) le montant de l'aide publique versée à l'opération ne doit pas dépasser le montant total des dépenses éligibles, déduction

faite du montant de l'apport en nature.

Les contributions en nature sont déterminées et justifiées :

a) pour les apports de terrains et de biens immeubles, par la production d'une attestation d'affectation du bien à l'opération et d'un certificat d'un expert indépendant qualifié ou d'un organisme officiel dûment agréé par les autorités administratives compétentes, distinct du bénéficiaire ;

b) la valeur retenue est la valeur à la date de la certification susvisée. Elle ne dépasse pas les coûts généralement admis sur les marchés concernés ;

c) pour la fourniture de services, de biens d'équipement, de matériaux ou la mise à disposition de locaux, par tout document permettant de justifier la valeur de la contribution et son adéquation avec les prix pratiqués sur le marché ;

d) pour le bénévolat dans le cadre associatif ou pour les travaux de construction réalisés par le bénéficiaire (auto-construction), par des documents comptables, ainsi qu'une attestation détaillant la nature du service concerné et la durée et la période d'activité prévisionnelle du bénévole. La valeur du travail est déterminée sur la base du temps consacré et justifié et du taux horaire du SMIC brut.

Cependant, pour des raisons de sécurité et de garantie de réalisation des ouvrages (garantie décennale) conformément aux Documents techniques unifiés (DTU) en vigueur, n'est pas éligible l'auto-construction relative aux travaux suivants :

- l'électricité ;
- la couverture et charpente, sauf pour les bâtiments en kit ne dépassant pas 5 m au faîtage ;
- les ouvrages de stockage (fosses et fumières d'une capacité supérieure à 50 m³).

5 – QUELLES SONT LES MODALITES D'INTERVENTION ?

La subvention sera calculée sur la base des dépenses éligibles du plan de financement présenté.

| Bénéficiaires | Taux d'aide publique sur le montant total des dépenses éligibles | |
|--|--|--|
| | SAU de l'exploitation agricole ≤ 20 ha | SAU de l'exploitation agricole > 20 ha |
| Agriculteurs | 60% | 50% |
| Agriculteurs engagés dans une opération en mesure 10 (agroenvironnement et climat) | 70% | 60% |
| Agriculteurs en production biologique certifiée ou en conversion vers l'agriculture biologique | 75% | 75% |
| Agriculteurs impactés par la contamination à la chlordécone ¹ et dont la demande d'aide porte sur un projet de reconversion en lien avec la pollution des sols à la chlordécone de l'exploitation | 75% | 75% |
| Agriculteurs membres d'un groupement d'agriculteurs | 75% | 60% |
| « Jeune Agriculteur » tel que défini en règlement (UE) n° 1305/2013 ou qui s'est installé au cours des cinq années précédant l'introduction de la demande d'aide au titre de la mesure | 90% | 90 % |
| Groupements d'agriculteurs portant sur un investissement collectif | 80% | |

→ L'agriculteur est considéré comme impacté par la contamination à la chlordécone si :

- le sol de son exploitation présente une teneur en chlordécone supérieure au seuil au-delà duquel un risque de non-conformité des produits de l'exploitation existe ;
- sont disponibles des analyses de résidus chlordécone sur les produits de l'exploitation prouvant leur non conformité, conformément aux seuils définis par l'arrêté du 30 juin 2008 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de chlordécone que ne doivent pas dépasser certaines denrées alimentaires d'origine végétale et animale pour être

reconnues propres à la consommation humaine.

→ L'agriculteur justifie l'engagement dans une opération en mesure agro-environnement et climat (10) par la décision attributive d'une aide au titre de cette mesure.

→ Pour bénéficier de la majoration « Jeune Agriculteur », le bénéficiaire doit (i) avoir moins de 40 ans, (ii) posséder des connaissances et des compétences professionnelles, et (iii) être dans le cadre de son premier processus d'installation ou installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide. Il n'est donc pas possible de prétendre à la majoration JA, si la demande à l'investissement s'effectue au-delà des 40 ans, même si le bénéficiaire est encore dans le cadre de son plan de développement de l'exploitation (PDE-JA).

Dans le cadre des aides à l'installation, le processus d'installation est défini comme suite :

- le début du processus d'installation correspond à la validation du plan de professionnalisation personnalisé du candidat à l'installation ;
- la date d'installation correspond ainsi à la date de fin du processus d'installation et est constatée par l'établissement d'un certificat de conformité.

Exemple : un agriculteur installé comme jeune agriculteur dans le cadre de la programmation 2007-2013 a 39 ans ; il peut demander la majoration « jeune agriculteur » avant d'avoir 40 ans.

→ Pour bénéficier de la majoration « agriculture biologique », il n'est pas nécessaire à ce que l'exploitation ait l'ensemble de ses parcelles engagées en AB (conversion ou maintien).

→ Pour la majoration « groupement d'agriculteurs portant un investissement collectif », le besoin collectif doit être identifiable et explicité dans la demande d'aide. Le bénéfice de cet investissement doit concerner à minima 3 entreprises agricoles distinctes en termes de chef d'entreprise, dirigeant, co-exploitant et associé.

Avant de déposer votre demande d'aide, il est important de viser les montants minimum et maximum d'aide publique par projet selon le demandeur.

| Agriculteurs | | Groupement d'agriculteurs portant un investissement collectif | |
|--|--|---|--|
| Montant minimum d'aide publique par projet | Montant maximum d'aide publique par projet | Montant minimum d'aide publique par projet | Montant maximum d'aide publique par projet |
| 5 000 € | 430 000 € | 12 000 € | 1 600 000 € |

Ce dispositif est :

- non combinable avec un financement national complémentaire de défiscalisation ;
- combinable avec un financement national complémentaire de TVA NPR dans la limite du taux d'aide publique selon les bénéficiaires susmentionnés dans le tableau.

Les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance à concurrence de 50% de l'aide publique liée à l'investissement.

Le paiement d'avance est subordonné à la constitution d'une garantie bancaire ou d'une garantie équivalente correspondante à 100% du montant de l'avance. En ce qui concerne les bénéficiaires publics, les avances sont versées aux communes, aux autorités régionales et à leurs associations, ainsi qu'aux organismes de droit public.

Une facilité fournie comme garantie par une autorité publique est considérée comme équivalente à la garantie visée au paragraphe susmentionné pour autant que ladite autorité s'engage à verser le montant couvert par cette garantie si le droit au montant avancé n'a pas été établi.

La garantie peut être libérée lorsque l'organisme payeur compétent constate que le montant des dépenses réelles correspondant à la participation publique liée à l'opération dépasse le montant de l'avance.

Contribution FEADER

La contribution du FEADER sera de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.

1. Informer le service instructeur préalablement de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure ou du projet ;
2. permettre / faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
3. ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet, sans en informer le service instructeur ;
4. poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural pendant 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
5. signaler au guichet unique toute erreur que je constate (nous constatons) dans le traitement de ma (notre) demande ;
6. respecter les obligations de publicité, et apposer le logo européen, accompagné de la mention « *fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales* » sur tous les supports de communication ou d'information afférents au projet ;
7. respecter les normes minimales requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux, applicables à l'investissement pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
8. maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique à celui prévus dans la demande d'aide, les investissements aidés pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide ;
9. me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;
10. détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et des engagements, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à compter du paiement final de l'aide : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, ...).

7 – QUELS SONT LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE DE L'AIDE EUROPEENNE ?

En application des dispositions de l'article 13, paragraphe 2 du règlement (UE) n°808/2014, le bénéficiaire d'une aide du FEADER doit informer le public du soutien obtenu conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 et dans les actes modificatifs du règlement précités.

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par opposition :

- de l'emblème de l'union, conformément aux normes graphiques présentées à l'adresse suivante : http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm ;
- d'une mention faisant référence au soutien du FEADER « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales** ».

Lorsqu'une action d'information ou de publicité a trait à une ou à plusieurs opérations cofinancées par plusieurs fonds, la référence prévue au point b) peut être remplacée par une référence aux Fonds Européens Structuraux et d'Investissements (FESI).

Pendant **la mise en œuvre d'une opération**, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER :

1. en indiquant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;
2. en apposant lors de la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public (entrée du site ou du bâtiment) :
 - **Pour les opérations bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 50 000 €** : une affiche ou une plaque solide présentant des informations sur l'opération de dimension minimale [A3] (42 x 29,7 cm) et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union.
 - **Pour les opérations d'infrastructures ou de constructions et bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 500 000 €** : un panneau temporaire de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) mentionnant le concours financier apporté par l'Union Européenne.

Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm), en un lieu aisément visible par le public, pour chaque opération satisfaisant aux critères suivants :

- l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500 000 € ;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

Ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web comportent la description du projet/de l'opération et les éléments suivants : l'emblème de l'Union et une mention faisant référence au soutien du FEADER. Ces informations occupent au moins 25% du panneau, de la plaque ou du site web.

8 – PRECISIONS SUR LE FORMULAIRE A COMPLETER

Vous devez compléter tous les volets du formulaire en renseignant les rubriques prévues à cet effet, en cochant les cases dédiées correspondant à votre situation ou en complétant les sections dans lesquelles des précisions sont demandées lorsque la case « oui » a été cochée (section « critères d'évaluation du projet » par exemple).

Dans la partie « signature et engagements », toutes les cases doivent être cochées.

| Sections | Précisions |
|------------------------------------|---|
| Identification du demandeur | <p>Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics, disposent d'un n° SIRET.</p> <p>Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « infogreffe.fr » rubrique « informations entreprises ».</p> <p>Si vous êtes un agriculteur mais vous n'êtes pas immatriculé, veuillez-vous adresser au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre d'agriculture.</p> <p>Pour les agriculteurs : compléter la demande d'aide par un n° PACAGE. Le numéro PACAGE est attribué par la DAAF de GUADELOUPE.</p> <p>La notion de représentant légal est une notion essentielle en matière de droit. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.</p> |
| Caractéristiques du demandeur | <p><u>Calcul du nombre d'UTA</u></p> <p>L'unité de travail annuel (UTA) est le volume de travail effectué par une personne à temps complet durant une année (229 jours). Cette mesure intègre aussi le temps de travail du gérant.</p> |
| Caractéristiques de l'exploitation | <p><u>Calcul du nombre d'UGB</u></p> <p>L'unité de gros bétail (UGB) est une unité de référence permettant d'agréger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis initialement sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal (voir tableau en annexe 2 pour le calcul).</p> <p><u>Calcul de la PBS</u></p> <p>Les coefficients de PBS représentent la valeur de la production potentielle par hectare ou par tête d'animal présent hors toute aide. Ils sont exprimés en euros. La nomenclature de ces coefficients, établie au niveau européen, est parfois assez agrégée.</p> <p>Après multiplication des données de structure (surface, nombre de têtes) par les coefficients de PBS correspondants, on calcule la PBS totale de l'exploitation.</p> <p>Vous retrouverez les informations utiles (document explicatif « <i>Production brute standard et nouvelle classification des exploitations agricoles</i> » et le tableau des coefficients PBS 2010) dans l'encadré méthodologique à l'adresse suivante :</p> <p>http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/structure-des-exploitations-964/enquete-structure-2013/</p> <p>Vous pouvez également utiliser le fichier excel nommé « calcul PBS » fourni par l'Autorité de Gestion.</p> |
| Critères d'évaluation du projet | <p>L'article 17.1.a) du règlement (UE) n°1305/2013 relatif aux investissements physiques stipule que l'aide européenne doit concourir à « <i>améliorer la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole</i> ». La performance est entendue au sens des trois piliers du développement durable : performance économique, environnementale ou sociale. Les informations relatives à la performance et la durabilité de l'exploitation (ou du projet) sont renseignées dans la section « critères d'évaluation du projet ».</p> <p>Vous devez décrire l'évolution des critères environnementaux, économiques et/ou sociaux auxquels répond votre projet en précisant leur état avant et après la mise en œuvre du projet. Vous pouvez retenir des indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix. Ceux-ci devront être justifiés à l'aide de pièces à joindre à votre demande d'aide. Ces justificatifs peuvent s'appuyer sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - données de référentiels existants (études, publications, référentiels) comme, par exemple, les études sur la diminution de consommation de produits phytosanitaires, les références zootechniques sur la production des animaux, les calculs sur les économies d'intrants ou des données d'étude sur les économies d'énergie ; |

| | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - diagnostic de durabilité relatif au projet indiquant l'impact sur un ou plusieurs des items (par exemple, diagnostic Diaterre, Dexel, etc.) ; - plan d'entreprise contenant des éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères dits économiques (plan d'entreprise installation, dossier fourni à la banque lors de la demande de prêt) ; - engagement dans une démarche reconnue au niveau national (AB, certification environnementale HVE , etc.) ; - autres éléments que vous jugerez utiles. <p>Dans tous les cas, le demandeur doit indiquer l'impact attendu du projet sur son exploitation avec des données transposées à l'exploitation : données avant et après projet.</p> |
| Plan de financement prévisionnel du projet | <p>La contribution du FEADER est de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.</p> <p>Les taux d'aide sont présentés au point 5 de la présente notice.</p> <p>Toutes les rubriques doivent impérativement être renseignées.</p> |
| Liste des pièces justificatives | <p><u>Dossier de présentation de l'opération</u></p> <p>Il est demandé à l'entreprise de ne pas se limiter au simple descriptif d'un plan d'investissement mais de présenter un projet, ce dernier s'inscrivant dans une approche globale prenant en compte une stratégie d'ensemble de la filière ou de développement du secteur agricole in extenso. Par ailleurs, il décrit les étapes de développement des activités sur une période d'au moins 3 ans, les prévisions en matière de production et de commercialisation, le mode de production et de commercialisation, les contrats liés aux débouchés ainsi que les évolutions attendues sur l'économie de l'entreprise. Il prévoit le détail des investissements, leur impact sur l'environnement, leur financement et leur réalisation sur la période correspondant aux étapes du développement des activités.</p> <p><u>Devis</u></p> <p>Pour les dépenses comprises entre 2000 € HT et 90 000 € HT, 2 devis sont fournis.</p> <p>Pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT, 3 devis sont fournis.</p> <p>Si le nombre de devis requis n'est pas joint au dossier, vous devez porter dans votre dossier les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas fournir les pièces.</p> <p>Attention : les différents devis présentés doivent correspondre à des dépenses équivalentes entre elles, et ne doivent pas provenir d'un même fournisseur/prestataire.</p> <p>Le bénéficiaire présente sa demande avec le nombre de devis nécessaires en fonction des dépenses, en indiquant à chaque fois l'offre qui est l'objet de son choix. Si le choix du bénéficiaire ne porte pas sur le devis le moins cher présenté, ce choix devra être argumenté et dûment justifié.</p> <p><u>PGE, PAD et PDE-JA</u></p> <p>Les éléments minimaux des plans de développement sont détaillés à la section 8.1 du PDRG Sm.</p> <p>En particulier, le PGE devra contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description de la situation initiale de l'exploitation ; - les étapes et objectifs de développement global de l'exploitation ; - une étude visant à démontrer la pertinence des choix techniques et des pratiques environnementales retenues ; - les investissements requis pour parvenir à ces objectifs ; - un plan de formation professionnelle/acquisition de connaissances en relation avec le plan le cas échéant ; - un calendrier d'activités, incluant les investissements, les formations/sessions d'information et les activités de coopération. <p><u>Attestations de régularité sociale et fiscale</u></p> <p>Si la demande d'aide est faite en année N, les attestations doivent prouver la régularité <u>ad minima</u> en année N-1 ou en année N-2 si les documents ne sont pas encore disponibles auprès des services concernés pour l'année N-1.</p> <p>Si l'entreprise emploie des salariés, la régularité des obligations sociales au regard des charges afférentes à ces emplois doit être également prouvée.</p> <p>Concernant la régularité fiscale, le formulaire 3666 est rempli avec 1 ou 2 feuillets selon le régime d'imposition (IR ou IS). La régularité au titre de la TVA doit être prouvée sauf si le bénéficiaire est non assujetti (dans ce dernier cas, joindre l'attestation de non- assujettissement à la demande).</p> <p>Les demandeurs bénéficiant d'un échéancier de paiement sont réputés s'être acquittés de leurs obligations.</p> |

Dépôt du dossier

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention au titre des aides européennes FEADER et des aides nationales.

Vous adresserez ce formulaire et les pièces jointes au guichet unique et vous en conserverez un exemplaire, quel que soit le nombre de financeurs.

Le guichet unique enverra un récépissé de votre demande d'aide.

Par la suite, vous recevrez de la part du service instructeur, soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez, soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée avec les motifs de rejet. En effet, les dossiers de demande de subvention sont étudiés par l'ensemble des financeurs au cours d'un comité qui décide de l'opportunité de financer ou non le projet.

Sélection

a) Principes de sélection

Des priorités sont définies au niveau régional en fonction d'un ou plusieurs enjeux économiques et environnementaux et en concertation avec les partenaires financiers locaux.

La demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

Les investissements doivent permettre de répondre aux enjeux du dispositif pour être éligibles, à savoir une adaptation des exploitations aux attentes du marché et une amélioration de leur compétitivité dans le respect de l'environnement.

De plus, l'investissement doit contribuer à l'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation (obligations communautaires rattachées à l'investissement).

Conformément aux règlements de l'Union Européenne relatifs à la programmation du FEADER entre 2014 et 2020, une procédure de sélection des projets, basés sur des critères définis à la suite d'une consultation du comité de suivi, est mise en œuvre.

Aussi, les dossiers sont sélectionnés selon deux procédures :

- appels à projets ;
- sélection des dossiers déposés tout au long de l'année avec des comités de sélection organisés périodiquement.

Dans les deux cas, les demandes seront notées sur la base d'une grille de sélection.

b) Critères de sélection

La note minimale à atteindre est de 160 points.

| Principes des critères de sélection | Critères de sélection | Conditions de notation | Pondération (1,2,3) | Coefficient (base 100) | Points minimum attribués (0, 1, 2, 3) | Notation (points X coefficient) |
|---|---|--|---------------------|------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|
| Renforcement de la compétitivité de l'entreprise | Contribution à l'augmentation de la productivité | 0 : pas d'amélioration de la productivité | 2 | 20 | 1 | 20 |
| | | 1 : augmentation faible de la productivité (moins de 5%) | | | | |
| | | 2 : augmentation moyenne de la productivité (5 à 7%) | | | | |
| | | 3 : augmentation forte de la productivité (plus de 7%) | | | | |
| Potentiel de création d'emploi et/ou maintien de l'activité | Evolution potentielle de la main-d'œuvre et/ou contribution au maintien de l'activité | 0 : diminution de l'activité et réduction de l'emploi | 1 | 10 | 1 | 10 |
| | | 1 : diminution de l'emploi et maintien de l'activité | | | | |
| | | 2 : maintien de l'activité et des emplois | | | | |
| | | 3 : création d'emploi et augmentation de l'activité | | | | |
| Accroissement en qualité et en quantité des productions destinées à la couverture des besoins du marché local | Contribution prévisionnelle à l'approvisionnement du marché local | 0 : aucune contribution au marché local | 1 | 10 | 1 | 10 |
| | | 1 : Maintien en quantité et qualité | | | | |
| | | 2 : accroissement en qualité ou en quantité | | | | |
| | | 3 : contribution en quantité et en qualité | | | | |
| Amélioration des conditions de travail | Diminution de la pénibilité, augmentation de l'ergonomie, réduction du temps dédié à la tâche | 0 : aucune amélioration des conditions de travail | 2 | 20 | 2 | 40 |
| | | 1 : Amélioration sur un aspect des trois critères suivants : diminution de la pénibilité ou augmentation de l'ergonomie ou réduction du temps dédié à la tâche | | | | |
| | | 2 : Amélioration sur deux aspects des 3 critères : diminution de la pénibilité ou augmentation de l'ergonomie ou réduction du temps dédié à la tâche | | | | |
| | | 3 : Amélioration sur tous les aspects | | | | |
| Efficience énergétique du bâtiment | Contribution à l'augmentation de l'efficience énergétique de l'exploitation /recours à des énergies renouvelables | 0 : pas d'effet sur les émissions de GES ni sur la consommation ou la production d'énergie | 2 | 20 | 2 | 40 |
| | | 1 : diminution émission GES | | | | |
| | | 2 : diminution émission GES et économie d'énergie directe ou utilisation d'ENR | | | | |
| | | 3 : diminution émission GES et économie d'énergie indirecte et utilisation ou production d'ENR | | | | |
| Impact du projet sur l'environnement, le climat et/ou le bien-être animal | Insertion paysagère /Utilisation de biomatériaux/ prise en compte du bien-être animal | 0 : aucune prise en compte | 2 | 20 | 2 | 40 |
| | | 1 : Amélioration sur un aspect des trois critères | | | | |
| | | 2 : Amélioration sur deux des 3 critères | | | | |
| | | 3 : Amélioration sur tous les aspects | | | | |
| | | | 10 | 100 | | 160 |

Délai de réalisation du projet

Ces délais sont généralement précisés dans la décision attributive de subvention. Dans le cas de ce type d'opération, vous disposez de 24 mois à compter de la date de notification de la décision attributive de l'aide pour terminer votre projet.

En cas de risque de non-respect de ce délai, le bénéficiaire devra en informer le service instructeur 2 mois au plus tard avant la date prévue d'achèvement du projet.

Toute prorogation du délai de réalisation défini dans la décision juridique d'octroi de l'aide devra faire l'objet d'un avenant à cette décision.

10 – CONTROLES ET CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS

Modalité des contrôles

Des contrôles sont réalisés à différentes étapes de la vie d'un dossier

► Les contrôles administratifs

Le service instructeur vérifie au moment du dépôt de la demande d'aide les conditions d'éligibilité du bénéficiaire, du projet et des coûts. Il s'assure du caractère raisonnable des dépenses et applique les critères de sélections.

Pour chaque demande de paiement, il vérifie la conformité de la réalisation de l'opération au regard de la décision juridique et des règles communautaires et nationales en vigueur. Le service instructeur peut réaliser des visites lors de l'instruction des différentes demandes de paiement.

Une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement du solde. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.

► Le contrôle sur place

Le contrôle est réalisé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sur un échantillonnage de dossiers. À partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place après information du bénéficiaire.

Le contrôle porte sur l'éligibilité de votre demande, la réalisation de votre projet et sur vos engagements. A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôle sur place peut intervenir jusqu'à 5 ans après le paiement final de l'aide

ATTENTION

Le refus de contrôle peut faire l'objet de sanctions.

En cas d'irrégularité, de non-conformité de votre demande ou de non-respect de vos engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti d'intérêts et de pénalités financières.

Sanctions en cas d'anomalies

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris notamment en ce qui concerne le respect des conditions minimales requises dans les domaines de l'hygiène et du bien-être des animaux et de l'environnement, vous êtes susceptibles de procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité conformément au disposition du règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014.

11 – TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, et de la forêt, l'Agence de Services et de Paiement et la Région Guadeloupe.

Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à Cellule Europe Partenariale.

12 – COORDONNEES DU SERVICE INSTRUCTEUR

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Guadeloupe

Service de l'Economie Agricole

Saint-Phy

BP 651

97 108 Basse-Terre cedex

ANNEXE I

Code PCAE (Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles)

| Typologie de l'exploitation ou de l'atelier concerné par l'investissement | Code PCAE à utiliser dans le formulaire |
|---|---|
| Légumes frais de plein champ | 1630 |
| Plantes à parfums, aromatique et médicinales | 2901 |
| Maraîchage (dont melon) | 2800 |
| Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc.) | 2900 |
| Arboriculture | 3610 |
| Banane | 3910 |
| Canne à sucre | 1516 |
| Polyculture | 6100 |
| Bovins lait | 4500 |
| Bovins viande naisseur | 4601 |
| Bovins viande engraisseur | 4602 |
| Veaux de boucherie | 4603 |
| Bovins lait et viande | 4700 |
| Ovin viande | 4802 |
| Caprin viande | 4804 |
| Autres herbivores (dont chevaux) | 4840 |
| Truies reproductrices | 5110 |
| Porc engraissement | 5125 |
| Poules pondeuses | 5210 |
| Poulets de chair | 5201 |
| Autres palmipèdes | 5203 |

| | |
|--|------|
| Autres volailles | 5204 |
| Lapins | 5206 |
| Abeilles | 8430 |
| Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux) | 7315 |
| Polyélevage orientation granivore | 7415 |
| Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage) | 8384 |
| Autres associations (hors abeilles) | 8440 |
| Exploitations non classées (C.A. = 0) | 9000 |

Pour l'exploitation, le code OTEX correspondant est celui de la production majoritaire de l'exploitation, (>2/3 du chiffre d'affaires).

ANNEXE II

Taux de conversion des animaux en unités de gros bétail (UGB)

| | |
|--|-------|
| 1) Taureaux, vaches et autres bovins de plus de 2 ans et équidés de plus de 6 mois | 1,0 |
| 2) Bovins entre 6 mois et 2 ans | 0,6 |
| 3) Bovins de moins de 6 mois | 0,4 |
| 4) Ovins et caprins | 0,15 |
| 5) Truies reproductrices > 50 kg | 0,5 |
| 6) Autres porcins | 0,3 |
| 7) Poules pondeuses | 0,014 |
| 8) Autres volailles | 0,03 |

Source : annexe II du règlement (UE) n° 2016/669 de la Commission du 28 avril 2016.